



## De quelques évidences du droit de la force : à propos d'Israël, de l'Empire et de ses vassaux

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 20 mai 2018

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Loi et Justice](#)

Analyses: [L'IRAN](#), [LA PALESTINE](#), [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#)

*«Il n'y a qu'une nécessité, la vérité, il n'y a qu'une force, le droit.»* **Victor Hugo**

Ca y est Trump a encore une fois tenu parole ! Les Etats-Unis abandonnent l'accord de 2015 ! Après de nombreuses menaces, Donald Trump est passé à l'acte: ce mardi 8 mai, le président a confirmé le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le programme nucléaire iranien et rétabli les sanctions américaines contre l'Iran, levées en contrepartie de l'engagement pris par l'Iran en 2015 de ne pas se doter de l'arme nucléaire. Devant la presse, Donald Trump a affirmé avoir «la preuve définitive» que l'Iran n'avait pas cessé son programme nucléaire, s'appuyant sur les derniers éléments fournis quelques temps auparavant par Israël. Il a ainsi rétabli les sanctions économiques et financières «à leur niveau le plus élevé» et mis en garde les pays qui souhaiteraient aider l'Iran «dans sa quête d'armes nucléaires» et qui «pourraient aussi être fortement sanctionnés par les Etats-Unis».

Le moment n'est plus d'écouter les arguments américains qui ne reposent sur rien de tangibles si ce n'est la volonté de rouvrir le dossier du Moyen Orient pour une nouvelle redistribution des cartes ; on sait que l'AIEA le gendarme de l'Occident a moult fois déclaré et publié huit déclarations ces dernières années confirmant que Téhéran avait pleinement rempli ses engagements en matière nucléaire, à savoir le gel pour 10 ans de son programme nucléaire et se conformant à toutes les nombreuses inspections surprises. Rien n'y fait, les Etats Unis s'en tiennent à ce que raconte Benyamin Netanyahu depuis plusieurs années à savoir que l'Iran est à quelques mois de disposer de la bombe.. Même sa dernière prestation est d'après les médias un remake des informations anciennes bien avant l'accord. Les autres pays du Conseil de sécurité ont vainement tenté d'infléchir le président Trump en vain, ils ont même accepté de renégocier l'accord sans le détricoter totalement. Rien n'y fit, ni l'aplaventrisme de la vieille Europe ni l'AIEA, ni les autres membres Russie et Chine, ni l'AIEA n'a fait changé Trump de la nécessité de respecter ses promesses de compagnie, en l'occurrence déplacer l'ambassade américaine à Jérusalem contre la cinquantaine de résolutions sur le conflit israélo-palestinien notamment sur Jérusalem. Ce qu'il y a de sûr c'est le président Trump ne respecte que ce déclare Israël

Cependant, cet évènement aurait été « accepté » une fois de plus, comme les précédentes décisions sauf que cette fois ci cette annonce a été faite en symbiose avec le bombardement Israélien de l'Iran et ceci « en riposte à un bombardement iranien sur le Golan syrien occupé par Israël au mépris des lois depuis 1967. Dans cette affaire c'est une fois de plus le territoire syrien qui sert de variables d'ajustement étant attaqué deux fois !!!

**La concordance entre la « sortie » de l'accord et le déclenchement des hostilités**

On peut s'interroger pourquoi cette attaque ? En fait, elle est globalement acceptée par l'Empire et ses vassaux qui n'ont pas digéré leurs défaites dans leurs volonté de changer le régime syrien. D'une certaine façon ils laissent Israël faire le job . Pour Robert Fisk du journal The Independent, « Les Israéliens sont pareils. Leur attaque précédente sur les forces iraniennes en Syrie a étrangement suivi de très près l'annonce de Trump revenant sur l'accord nucléaire iranien. Et une déclaration israélienne selon laquelle les Iraniens avaient des missiles en Syrie –certainement faite de concert avec l'administration Trump –est arrivée en quelques heures. Les coïncidences ne s'enchaînent pas aussi rapidement au Moyen-Orient. ( ;..) Les dernières frappes israéliennes de la nuit dernière, prétendument contre les forces iraniennes en Syrie après une supposée attaque à la roquette par l'Iran contre les forces israéliennes au Golan Il est clair que tous les plans israéliens projetant de créer une «zone de sécurité» (cad, une zone d'occupation) en territoire syrien le long de la frontière du Golan, ne peuvent se dérouler qu'avec l'approbation américaine » (1).

Même avis pour James North qui écrit :

« La distorsion de la chronologie des événements est une stratégie israélienne de longue date pour faire passer ses ennemis pour les agresseurs et se faire passer pour la victime. Les attaques aériennes massives qu'Israël a lancées plus tôt aujourd'hui contre les Iraniens et les Syriens –ses frappes transfrontalières les plus importantes depuis des décennies –illustrent cette stratégie de propagande à la perfection, et même les organes d'information normalement sceptiques sont bernés. (...) Une heure seulement après que Donald Trump ait rejeté l'accord nucléaire iranien le 8 mai, Israël a lancé des missiles contre des cibles au sud de Damas, en Syrie, tuant 15 personnes, dont au moins 8 Iraniens. En réponse, l'Iran a apparemment riposté tôt ce matin avec 20 roquettes visant le plateau du Golan (qui est occupé par Israël depuis 1967 mais qui fait toujours légalement partie de la Syrie). Quelques heures plus tard, des avions de guerre israéliens ont attaqué des dizaines de cibles iraniennes en Syrie. Les grands médias occidentaux sont tombés dans le piège de la propagande israélienne. (...)Le Times a au moins noté –au paragraphe 12 –qu'Israël avait d'abord attaqué la Syrie juste après que Trump ait retiré les États-Unis de l'accord avec l'Iran. .

L'attaque israélienne a été naturellement applaudie par L'Arabie Saoudite, le Bahreïn, les Emirats Arabes Unis et le Qatar. De plus certains pays occidentaux ont apporté leur soutien à cette propagande d'Israël et condamné la présence de l'Iran en Syrie qu'ils accusent de « créer des tensions dans la région du Golan ». Dans un communiqué, le ministre allemand des Affaires étrangères a critiqué « les actes provocateurs » de l'Iran dans les hauteurs du Golan, et a appelé à une réduction des tensions. Le porte-parole du gouvernement britannique est allé plus loin en dénonçant une « attaque de l'Iran contre Israël ». (2)

## **Les conséquences pour l'Europe**

Il ne faut pas se faire d'illusion les molles prestations des Européens pour le maintien de l'accord, ne procèdent pas d'un quelconque souci de la paix dans le monde, ou d'une certaine sympathie pour les Iraniens et plus largement pour le monde musulman. Il n'en est rien ! C'est une question de commerce. L'abandon de l'accord signifie la destruction des économies européennes au nom d'*America first* Gary Leupp écrit :

« (...) Comment l'Allemagne, la quatrième économie mondiale, va réagir. (...) comment la France va réagir(...) comment la Grande-Bretagne va réagir. (...)

L'Allemagne et la France figurent parmi les dix principaux partenaires commerciaux de l'Iran (malgré les sanctions). Ils veulent accroître leurs échanges commerciaux avec la 27<sup>e</sup> économie mondiale, ainsi que leurs investissements. Avec son territoire immense, sa population instruite de 80 millions d'habitants, ses riches ressources naturelles et son ouverture aux capitaux étrangers, l'Iran apparaît comme une excellente opportunité d'investissement » (3).

### **La double peine pour l'Allemagne**

L'Allemagne va perdre sur deux tableaux du fait de son commerce florissant avec l'Iran et la Russie :

« L'Allemagne lit on, représente 60 % des investissements de l'UE en Iran. Ses investissements ont augmenté d'environ 25 % par an au cours des dernières années. Les capitalistes allemands attendaient cet accord avec impatience. (...) C'est le genre de coopération que les États-Unis veulent maintenant empêcher, en décourageant le financement international et en appliquant des sanctions à ceux qui défient leurs objectifs géopolitiques. (...) Les frictions au sujet de la politique iranienne s'ajoutent aux difficultés que rencontre l'économie allemande à cause des sanctions contre la Russie. Celles-ci ont été exigées par Washington en 2014, au prétexte de l'agression russe en Ukraine(...) Une étude de l'année dernière indique que les sanctions ont coûté quelque 65 milliards de dollars à la Russie, et que les contre-sanctions ont coûté aux États-Unis et à l'Europe plus de 50 milliards de dollars. 40% de ces pertes ont été des pertes allemandes. Beaucoup d'Allemands influents s'opposent aux sanctions. L'ancien chancelier Gerhard Schröder s'oppose aux sanctions (et il dit même qu'il comprend pourquoi la Russie a repris la Crimée) » (3).

Cerise sur le gâteau une autre peine pour l'Europe: les réfugiés dus à la guerre de l'empire:

« Entre-temps, plusieurs guerres impérialistes au Moyen-Orient inondent l'Europe de réfugiés, en particulier l'Allemagne. C'est comme si les États-Unis exigeaient que l'Europe prenne en charge le coût humain de leurs interventions irresponsables et catastrophiques dans des régions voisines de l'Europe. (...) En fait, tout le monde le soutient, sauf Benyamin Netanyahu (qui tient Trump par le bout du nez). Si les États-Unis réussissent à le saboter l'Europe sera furieuse. Il en sera de même pour la Russie et la Chine, qui approfondissent leurs liens avec l'Iran. La Chine est le premier ou le deuxième partenaire commercial de l'Iran Elle a l'intention d'intégrer l'Iran au sein de la Compagnie de Shanghai » (3).

### **La France autre victime de l'Empire**

Pour Richard Labévière au-delà de ces effets de conséquences, la « cause efficiente » de cette décision, qui piétine le multilatéralisme et la paix, ramène en droite ligne à l'argent, - l'argent - l'obsession d'un homme d'affaire qui cherche à « faire du fric » par tous les moyens... Dynamitant ainsi l'ordre international et ses différents instruments élaborés au sortir de la Seconde guerre mondiale, le président américain prône le retour à l'état de nature, à la loi du plus fort : celle de la main invisible d'Adam Smith et ses suiveurs classiques et néo-classique (Léon Walras, Vilfredo Pareto et consorts). Et comme les Américains ont l'art d'habiller leurs coups de force en « norme universelle », le Congrès doit

encore avaliser la décision pour rendre conforme ce nouvel embargo avec la législation américaine dans un délai de trois à six mois ». (4)

Richard Labévière cite ensuite quelques unes des centaines d'entreprises qui vont souffrir de la décision impériale. Nous remarquons qu'il n'est nulle part mention de l'Accord avec l'Iran, même si le titre- *Nous sommes tous avec l'Iran*- fait illusion N il écrit :

« Cette nouvelle manifestation de l'unilatéralisme américain perturbe, d'ores et déjà, nombre d'accords passés en Iran par plusieurs centaines de PME françaises depuis la fin 2015. Le groupe pétrolier français a fait son retour en Iran en juillet 2017, par la signature avec la National Iranian Oil Company (NIOC) d'un contrat pour développer la production de la « phase 11 » d'un immense champsgazier - South Pars. La première phase du projet représente un investissement de l'ordre de 2 milliards de dollars, avec un premier versement de plus d'un milliard de dollars » (...) ».

« Fin 2016, Airbus a reçu une commande de la compagnie nationale Iran-Air portant sur une centaine d'appareils, pour un montant-catalogue de 20,8 milliards de dollars (17,5 milliards d'euros). Airbus a réagi à l'annonce américaine de mardi soir en temporisant : « le groupe va examiner très précisément la décision du président américain avant de bouger », (...) Les deux constructeurs automobiles- Peugeot et Renault - sont aussi dans la tourmente puisque très engagés sur le marché iranien où le taux d'équipement automobile demeure relativement bas. En janvier 2016, Peugeot créait, à nouveau une joint-venture avec le groupe Iran Khodro avec lequel il travaillait avant son départ forcé d'Iran, L'objectif étant de produire, à terme, quelque 200.000 véhicules par an. La production a démarré en 2017 » (4).

Pour Hervé Juvin cité par Richard Labévière:

« l'application extra-territoriale du droit américain a détruit des entreprises françaises (Alcatel et Alstom notamment), elle a permis d'extorquer des milliards d'euros à des entreprises et des banques européennes. (...) Tout cela, en réalité, à l'appui d'un impérialisme juridique grandissant, tout cela au seul bénéfice de l'intérêt national américain. L'extra-territorialité du droit américain se propage à la faveur de l'abandon du droit international, de la faiblesse du régalien et de la négation de la souveraineté des pays Europe. Elle constitue un élément majeur de la stratégie de « Global Constraint » - « contrainte globale » - qui renouvelle la stratégie de l'empire américain ». (...) C'est une colonisation américaine d'un nouveau type - soft et smart colonisation - qui s'affirme au fur et à mesure que la croissance économique (totem de la mondialisation) signifie moins la volonté de répondre aux besoins que l'obsession de tuer ses concurrents par tous les moyens. (...) A l'évidence, Bruno Le Maire croit encore au Père Noël ! Le jour où l'Union européenne et les pays européens - dont la France - auront le courage politique d'appliquer des mesures de réciprocité, sinon de représailles envers les Etats-Unis, nous en reparlerons !(...) » (4)

### **Pourquoi les Etats Unis se croient omnipotents : Le dollar comme glaive**

L'omnipotent Trump dit ce qu'il va faire et fait ce qu'il a dit Nous l'avons avec ses trois promesses de compagne. L'accord de Paris, le déménagement de l'ambassade américaine à Jérusalem et l'accord avec l'Iran et comme si cela n'était pas suffisant il ajoute les sanctions commerciales détricotant de ce fait l'OMC ou ce qu'il en reste. Tout cela parce qu'en plus de la force, le dollar et les lois d'extraterritorialité permettant aux autorités américaines de

poursuivre les groupes étrangers rendent l'embargo incontournable. Malgré les rododromes européennes .

« La réaction européenne se veut unanime (...) L'Europe veut y croire encore, veut penser qu'elle peut peser sur la suite des relations avec l'Iran et au Moyen-Orient. Dès l'annonce de l'enterrement de l'accord avec l'Iran, le gouvernement américain, cependant, a montré où était le rapport de force et enterré les espoirs de compromis de l'Europe : les États-Unis décrètent un embargo total contre l'Iran. Toute entreprise qui continuera à commercer avec Téhéran sera passible de sanctions. « Ceux qui font des affaires en Iran auront un délai pour pouvoir défaire leurs engagements. Ceux qui n'auront pas renoncé à leurs activités impliquant l'Iran à la fin de ce délai s'exposeront à de graves conséquences », a indiqué la Maison Blanche. L'ambassadeur américain Richard Grenell en Allemagne, tout juste installé à Berlin, a été encore plus clair : « Comme Donald Trump l'a indiqué, les sanctions américaines viseront les secteurs essentiels de l'économie iranienne. Les groupes allemands qui font du business en Iran doivent suspendre leurs activités immédiatement », prévient-il dans un tweet » (5).

« Toutes les entreprises européennes qui s'étaient précipitées en Iran dès la levée des sanctions, se retrouvent menacées. C'est le cas d'Airbus qui a signé un contrat de 100 avions avec la compagnie nationale aérienne Iran Air, de Total qui souhaite s'engager dans de nouvelles explorations pétrolières et surtout gazières South Pars, de PSA qui détient 30 % du marché automobile iranien et a le projet de construire une usine pour 200 000 véhicules, de Renault et Technip » Que peut faire l'Europe désormais pour les aider ? Pas grand-chose, si le gouvernement américain oppose un refus. Les responsables européens ainsi que la commission européenne ont laissé s'installer un droit de veto américain absolu sur leur économie, leur diplomatie, leurs multinationales, depuis plusieurs années. La menace a un nom : elle s'appelle loi d'extraterritorialité américaine.(...) Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont su plus que quiconque utiliser l'arme monétaire pour arrimer leur pouvoir. Mais à partir des sanctions contre l'Irak dans l'embargo pétrole contre nourriture, et encore plus à partir de la crise de 2008, Washington a doublé son pouvoir monétaire d'une arme juridique : l'extension sans fin des pouvoirs de la justice américaine.(...) » (5)

« Car la norme américaine est sans ambiguïté. Toute entreprise, quelle que soit sa nationalité, à partir du moment où elle utilise le dollar dans ses transactions, qu'elle est présente aux États-Unis ou qu'elle a recours à des banques américaines, est passible de poursuites et de sanctions, si elle enfreint, même à l'extérieur des États-Unis, la loi américaine. Autant dire qu'avec une définition aussi large toutes les multinationales sont concernées. Qui peut commercer dans le monde sans le dollar ? Pratiquement personne. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le dollar est le carburant des échanges commerciaux internationaux. Tous les contrats de pétrole, de matières premières sont libellés dans la monnaie américaine. Mais tous les grands contrats aéronautiques, d'équipements prennent aussi le billet vert comme référence parce que c'est la monnaie reconnue par tous ». (5)

« À l'exception de la zone euro, il n'est pas une monnaie d'échange commercial. (...) C'est la Chine qui a un peu relevé le défi, en lançant ces dernières semaines un contrat pétrolier libellé en yuan. Mais elle n'en est qu'à un stade embryonnaire, (...) Cette situation de dépendance du système financier européen n'a pas échappé aux autorités américaines. Elles poursuivent les banques européennes non seulement pour les diverses fraudes commises aux États-Unis, en leur infligeant des amendes records, C'est ainsi que BNP Paribas s'est vu imposer une amende de 8,9 milliards de dollars pour avoir contourné l'embargo en Iran justement et au Soudan, parce qu'elle avait

eu recours à des transactions en dollars. (... ) » (5)

« Au-delà des problèmes de financement, une autre menace s'ajoute pour les grands groupes industriels : celle d'être poursuivis pour exportation illicite de pièces ou de composants jugés stratégiques par les États-Unis. La liste établie par les autorités américaines là encore est sans fin et peut être allongée autant que de besoin. Compte tenu de l'éclatement des fabrications, des spécialisations, de la mondialisation, tous les groupes, qu'ils travaillent dans l'automobile, l'énergie, l'aéronautique, la santé, la téléphonie ou autre, ont recours à des composants, des brevets, des logiciels considérés comme stratégiques et qui se retrouvent dans leur produit. Ils risquent donc de se voir aussi poursuivis par les autorités américaines pour exportation illégale de composants stratégiques, s'ils passent outre l'embargo américain contre l'Iran. Et de se voir fermer les portes des États-Unis. Entre le marché américain et le marché iranien, le choix est vite fait. (...) » (5)

## **La réalité de l'impuissance de l'Europe**

La preuve est faite, que les Etats-Unis considèrent comme quantité négligeable l'Europe, souvenons nous de la vieille Europe de Donald Ramsfeld Trump exige de l'Europe qu'elle finance l'Otan qui n'obéit en définitive qu'aux Etats Parce qu'ils n'ont jamais voulu s'attaquer à ce sujet, les responsables européens se retrouvent aujourd'hui pieds et poings liés face à leur « allié ».

Le journal Der spiegel qui propose une « riposte en douceur et préparer « l'Après Trump » Et maintenant ? Trump veut mettre le régime iranien à genoux avec des sanctions, mais les considérations de politique intérieure à Téhéran font qu'il est peu probable que le pays dégringole. (...) L'Occident tel que nous le connaissions n'existe plus. Notre relation avec les États-Unis ne peut actuellement être qualifiée d'amitié et peut difficilement être qualifiée de partenariat. Le Président Trump a adopté un ton qui ignore 70 ans de confiance. Il veut des tarifs punitifs et exige l'obéissance. (...) L'Europe a perdu son pouvoir protecteur. Elle a perdu son garant des valeurs communes. Et elle a perdu l'influence politique mondiale qu'elle n'a pu exercer que parce que les États-Unis se tenaient à ses côtés. Et que se passera-t-il au cours des deux ans et demi (ou six ans et demi) restants du leadership de Trump ? L'Europe devrait commencer à préparer une Amérique post-Trump et chercher à éviter de provoquer Washington jusque-là. (...) L'anti-américanisme est tout aussi dangereux que le défi. Mais la soumission ne mène nulle part non plus, et Donald Trump n'a que du dédain pour la faiblesse et ne le récompense pas ». (6)

## **Le sursaut européen : Un coup d'épée dans l'eau**

« En réponse aux menaces de sanctions américaines, lit on sur le « Figaro » la Commission européenne a lancé une procédure pour réactiver la « loi de blocage » de 1996, pour protéger les entreprises européennes. Une mesure à l'efficacité limitée qui «ne va pas empêcher Trump de dormir». Ce vendredi, la Commission européenne a lancé la procédure officielle visant à activer la «loi de blocage», afin de contrecarrer les effets extraterritoriaux des sanctions américaines pour les entreprises européennes voulant investir en Iran, comme annoncé la veille par son président Jean-Claude Juncker. avait été adoptée pour riposter à des sanctions américaines visant les entreprises commerçant avec Cuba. «Le règlement de 1996 ne va pas empêcher Trump de dormir», relativise toutefois Michel Makinsky, directeur général d'Ageromys, qui conseille des entreprises en Iran. De fait, au sein des entreprises du CAC 40

actives à Téhéran, ainsi que dans la haute administration, on ne se fait guère d'illusions sur la portée réelle de ce texte. (...) Ce règlement de 1996 semble plus politique que juridique Jean-Claude Juncker va appuyer sur un autre bouton, ce vendredi. «Nous avons également décidé d'autoriser la (BEI) à faciliter les investissements des entreprises européennes en Iran.» L'idée est d'accorder des garanties financières aux entreprises, sans recourir au dollar, via une institution publique, inattaquable par l'administration américaine. (...) Dans l'immédiat, seules des exemptions accordées au cas par cas par Washington épargneraient les entreprises européennes. Mais les intéressés ne se font guère d'illusion ». (7)

### **L'autre alternative : Eloge du multilatéralisme**

Pendant que l'Empire et ses vassaux, se déchirent pour se répartir le butin iranien et que l'empire n'a que du mépris pour les vassaux , l'Organisation de Coopération de Shanghai qui réunit la Russie, la Chine, l'Inde ..les pays d'Asie centrale.. dans une conférence largement étouffée par les médias occidentaux , appelle à une approche sereine des affaires du Monde . Sous le titre : « *Favoriser la prise de conscience de notre appartenance à une destinée commune* » nous lisons un extrait du communiqué qui fait d'abord un constat dangereux pour la paix du Monde puis propose des solutions :

« Le 24 avril 2018, Pékin a accueilli une réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de Coopération de Shanghai (SCO) Les ministres s'expriment sur les problèmes névralgiques de la politique mondialeLe communiqué de presse sur la réunion du Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation de Coopération de Shanghai (SCO) a fait un constat alarmant de la situation:Les ministres ont constaté un développement rapide du monde, qui subit un changement sans précédent avec l'émergence d'un ordre mondial multipolaire, la mondialisation croissante de l'économie, et l'interdépendance et la connectivité accrue entre les Etats. Simultanément, le monde est toujours confronté aux risques de l'instabilité, de l'incertitude, des tensions politiques et des crises et des conflits régionaux. Les tentatives destructrices visant à utiliser des mesures restrictives unilatérales pour exercer une pression politique et économique sur des Etats souverains continuent ». (8)

Militant pour un multilatéralisme apaisé , ils ajoutent :

« A cet égard, les ministres des Affaires étrangères ont souligné le besoin de suivre une approche multilatérale pour résoudre les problèmes auxquels le monde fait face et répondre aux menaces et aux défis divers, en améliorant la gouvernance mondiale sur la base d'une approche collective. Ce qui, à son tour, faciliterait l'émergence d'une nouvelle forme de relations internationales s'appuyant sur une confiance mutuelle, la justice, l'égalité, une coopération réciproquement avantageuse et la naissance d'une communauté au destin commun.Les ministres ont mis l'accent sur la transformation accélérée de la nature et de la géographie d'enjeux atypiques dans le monde et sur la nécessité de la communauté internationale de trouver des approches collectives pour contrer les menaces liées au terrorisme, à l'extrémisme, au trafic de drogues, aux maladies contagieuses, au changement climatique, etc. » (8)

Ils rappellent enfin une vérité, revitaliser le rôle des Nations Unies qui a été marginalisé par le Conseil de sécurité et insistent sur la nécessité de la paix en Syrie et sur le respect de

l'Accord avec l'Iran :

« Le communiqué fait plus que jamais appel à l'ONU qui doit jouer un rôle central dans la résolution des conflits : Les ministres ont souligné le besoin croissant de la part de la communauté mondiale de défendre les buts et principes inscrits dans la Charte de l'ONU ainsi que les normes internationales généralement admises, et de confirmer leur engagement à augmenter leurs efforts de coordination au sein des Nations Unies, dans le but de renforcer son objectif central de gouvernance globale et d'atteindre la paix universelle, un développement partagé et une coopération internationale, notamment afin de contrer le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme. Les ministres ont confirmé leur conviction partagée qu'un processus politique ouvert, mené par les Syriens eux-mêmes, représente l'unique manière de régler la crise en Syrie. Ils sont convaincus de l'inviolabilité de la souveraineté de la Syrie, de son indépendance et de son intégrité territoriale Les ministres sont intervenus en faveur de la cohérence de la mise en œuvre de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien (Joint Comprehensive Plan of Action) et soulignent l'importance pour les partis de rigoureusement respecter leurs obligations afin d'assurer son application intégrale et effective et encourager la paix et la stabilité dans la région ». (8)

Pourtant Khomeyni a effectivement dit «non» à la bombe atomique, cela n'a pas arrêté le martelage des médias aux ordres: «la bombe des ayatollahs » qui est de fait virtuelle devant les dizaines de bombes israéliennes mais là interdit d'en parler. Le ministre iranien des Affaires étrangères a entamé une tournée diplomatique marathon, pour décrocher «un cadre futur clair» avec les autres puissances signataires du texte de 2015. Le sursaut européen ne doit pas faire illusion c'est un coup d'épée dans l'eau. Il n'y a pas de doute, que la situation est instable. L'Iran a fait preuve de retenue, mais elle est rentrée dans une zone de turbulences qui affectera plus les pays occidentaux entre eux par des séries de sanction de l'Empire et de contre-sanctions c'est-à-dire des rodomontades des vassaux en forme de coups d'épée dans l'eau L'Iran est habituée aux sanctions depuis 1980. De plus il est possible que la Russie et surtout la Chine lui permettent de s'en sortir en attendant que la situation mondiale redevienne moins instable et que l'Occident comprenne enfin que seul le multilatéralisme dans l'égalité des peuples, permettra la paix pour tous les habitants de la Terre . Amen

**Prof. Chems Eddine Chitour**

Ecole Polytechnique Alger

## Notes

1. <https://yetiblog.org/robert-fisk-au-moyen-orient-aujourd'hui-les-adversaires-sobservent-avec-inquietude/>

2. [http://parstoday.com/fr/news/middle\\_east-i64044-pourquoi\\_israël\\_attribue\\_les\\_attaques\\_à\\_l'iran](http://parstoday.com/fr/news/middle_east-i64044-pourquoi_israël_attribue_les_attaques_à_l'iran)

3.

<https://reseauinternational.net/comment-leurope-va-t-elle-reagir-a-labandon-de-laccord-iranien-par-tru>



mp-counterpunch/ <https://www.counterpunch.org/2018/05/09/how-will-europe-react-to-trump...>  
aux entre eux par sanctions et contre-sanctions

4. Richard Labévière : <http://prochetmoyen-orient.ch/nous-sommes-tous-iraniens/>

5. <https://www.mediapart.fr/journal/international/090518/le-dollar-arme-supreme-de-trump>

6. Klaus Brinkbäumer : <https://reseauinternational.net/trump-et-iran-lheure-est-venue-pour-leurope-de-se-joindre-a-la-resistance-der-spiegel/>

7. Fabrice

Nodé-

Langlois <http://www.lefigaro.fr/conjoncture/2018/05/17/20002-20180517ARTFIG00401-nucleaire-iranien-l-europe-amorce-sa-riposte-a-trump.php>

8. <https://www.zeit-fragen.ch/fr/editions/2018/n-10-14-mai-2018/favoriser-la-prise-de-conscience-de-notre-appartenance-a-une-destinee-commune.html>

Article de référence <http://www.lequotidien-oran.com/index.php?news=5261508>

La source originale de cet article est Mondialisation.ca

Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Mondialisation.ca, 2018

---

Articles Par : **[Chems Eddine Chitour](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)